



Communiqué

Le 11 décembre 2007

LES BONNES DÉCISIONS NÉCESSITENT DE BONNES INFORMATIONS

(TORONTO) Dans son cinquième Rapport annuel déposé aujourd'hui à l'Assemblée législative, le vérificateur général Jim McCarter a rappelé au gouvernement provincial et à ses partenaires du secteur parapublic à quel point il est important de disposer de bonnes informations et de s'en servir pour prendre de bonnes décisions.

« Dans chacune des vérifications de l'optimisation des ressources que nous avons effectuées cette année, nous avons noté des secteurs où de meilleures informations étaient requises afin d'améliorer et d'appuyer la prise des décisions et la surveillance, a déclaré M. McCarter. L'absence d'informations pertinentes fait augmenter le risque de ne pas prendre les meilleures décisions possibles. Nous avons également trouvé des cas dans lesquels de bonnes informations étaient disponibles, mais n'étaient pas utilisées. »

Voici quelques exemples de cas dans lesquels il aurait fallu disposer de meilleures informations à l'appui du processus décisionnel ou utiliser les informations disponibles :

- Le ministère des Transports n'a pas utilisé sa base de données sur les conducteurs afin de déterminer pourquoi les nouveaux conducteurs titulaires d'un certificat de cours de conduite ont plus de chances de subir une collision que ceux qui ne détiennent pas de certificat, et de prendre les mesures de suivi qui s'imposent.
- Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée doit obtenir de meilleures informations auprès de ses partenaires du secteur des soins de santé communautaires pour avoir l'assurance que la province est prête à intervenir en cas d'éclosion de maladie infectieuse.
- Comme il n'était pas toujours possible d'obtenir des renseignements complets sur les délinquants libérés des établissements fédéraux et provinciaux, certains délinquants n'étaient pas inscrits au Registre des délinquants sexuels de l'Ontario.
- Les systèmes d'information du ministère de l'Environnement ne détectaient pas de façon adéquate les infractions potentielles en matière d'expédition et de traitement des déchets dangereux.

- Environ 75 espèces de poissons, d'animaux sauvages et de plantes courent un risque imminent de disparition ou ne se trouvent plus à l'état sauvage en Ontario. Or, le ministère des Richesses naturelles ne dispose pas des renseignements qui lui permettraient d'identifier les habitats essentiels sur lesquels il doit concentrer ses efforts.
- Le Réseau GO devait faire une meilleure utilisation des renseignements sur la croissance du nombre d'utilisateurs par corridor ferroviaire afin de réduire les retards et l'encombrement.
- Les temps d'attente pour les chirurgies variaient sensiblement selon l'hôpital ou la région de l'Ontario où la chirurgie était pratiquée.
- Les universités seraient mieux placées pour identifier les économies potentielles si elles disposaient de meilleurs renseignements sur l'utilisation des locaux et les coûts d'exploitation de leurs installations.

Les autres vérifications de l'optimisation des ressources portaient sur les Archives publiques de l'Ontario, le Centre des sciences judiciaires, le Programme de logement communautaire, la gestion des médicaments dans les foyers de soins de longue durée, les programmes de médicaments sur ordonnance et la taxe de vente au détail.

« Quoique l'expérience et le bon jugement jouent un rôle important dans la prise des décisions, a ajouté M. McCarter, il est aussi essentiel de disposer de renseignements pertinents au moment opportun. »

Le Rapport annuel 2007 comporte également un chapitre sur la publicité gouvernementale soumise à l'examen du Bureau du vérificateur général et les dépenses correspondantes, ainsi que des chapitres sur les Comptes publics et les examens de suivi des vérifications de 2005.

Le Bureau du vérificateur général est indépendant du gouvernement et de son administration. Cette indépendance est un mécanisme de protection essentiel qui permet au Bureau de s'acquitter de ses responsabilités de vérification et de compte rendu de manière objective. Le Bureau donne des renseignements et des conseils qui aident l'Assemblée législative à tenir le gouvernement responsable de sa gestion des fonds publics.

Renseignements :
Jim McCarter
Vérificateur général
(416) 327-1326

Christine Pédias
Communications
(416) 327-2336